

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 07/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AZ COLOR**

10 ZA La Croix Saint-Mathieu  
28320 Gallardon

Références : 0010007142/RAPVI/TT/IC230656  
Code AIOT : 0010007142

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement AZ COLOR implanté 10 ZA La Croix Saint-Mathieu 28320 Gallardon. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AZ COLOR
- 10 ZA La Croix Saint-Mathieu 28320 Gallardon
- Code AIOT : 0010007142
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AZ COLOR est spécialisée dans le thermo-laquage de pièces en aluminium.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 17 janvier 2019
- Prévention des accidents et des pollutions
- Rejets dans l'air
- Gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Plan léger opérationnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.7.6	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Gestion des produits.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Prévention des accidents et des pollutions – plans de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Prévention des accidents et des pollutions – Canalisations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Lettre de suite préfectorale	60 jours
15	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Lettre de suite préfectorale	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3	Sans objet
16	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Points de prélèvements d'échantillons et points de mesures	Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 3.2.1	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles – rétention	Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.6.3	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles – rétention	Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.6.5	Sans objet
5	Sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.3.1	Sans objet
7	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/06/2020, article 2020/878	Sans objet
10	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
11	Prévention des accidents et des pollutions – Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
13	Dispositif de prévention des accidents – Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
14	Dispositif de prévention des accidents - Foudre	Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.3.5	Sans objet
17	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Sans objet
18	Déchets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	Sans objet
19	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Points de prélèvements d'échantillons et points de mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect de la norme NFX44052
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque canalisation de rejet d'effluent nécessitant un suivi dont les points de rejet sont repris ci-après, doit être pourvue d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> Le rapport de Manumasure du 08/11/22 indique une non conformité du point de mesure ne permettant pas une mesure conforme à la norme NF EN 15259. Cependant, Manumasure indique que les écarts sur les résultats de mesure sont minimisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> Le système de désenfumage n'est pas installé suite au remplacement des fenêtres.
<b>Observations :</b> L'exploitant précise que la pose des fenêtres a été réalisée en août 2023. Il indique que le système de désenfumage sera installé prochainement (objectif avant fin 2023). L'exploitant transmettra un justificatif de l'installation du système à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles – rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage sur zone étanche
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> Aucun déchet n'est stocké à l'extérieur. Les déchets sont placés dans un cubitainer maritime étanche, à l'abri des précipitations en attente de leur évacuation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles – rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintien des capacités de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> Les déchets sont placés dans un cubitainer maritime étanche, à l'abri des précipitations en attente de leur évacuation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> Suite à la précédente inspection, la clôture du site a été complétée, un nouveau portail a été installé et une haie arbustive permet de clôturer le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan léger opérationnel d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Elaboration d'un PLOI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise en collaboration avec le service prévention du centre de secours principal de Chartres, un plan léger opérationnel d'intervention.
<b>Constats :</b> Absence de plan léger opérationnel d'intervention.
<b>Observations :</b> Les pompiers du centre de Gallardon ont accompagné l'exploitant pour l'installation de la citerne souple de 300 m3. 3 poteaux incendie sont disponibles sur le réseau public (débit simultané non connu) . 444 m3 sont nécessaires pour l'incendie. L'exploitant transmettra les données de débit simultané pour ces 3 poteaux incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 7 : Fiche de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 2020/878
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Respect du règlement REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité doit comprendre les 16 rubriques suivantes, conformément à l'article 31, paragraphe 6, ainsi que les sous-rubriques mentionnées ci-après, excepté pour la rubrique 3, dans laquelle seule la sous-rubrique 3.1 ou la sous-rubrique 3.2 doit être intégrée selon le cas.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> Par courriel du 21 novembre 2023, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées les fiches de données de sécurité répondant au format de l'annexe II du règlement REACH.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Gestion des produits.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de substances ou mélanges dangereux détenus
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> Le registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus est incomplet car il ne précise pas la quantité réellement présente sur site.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente la liste des produits chimiques au sein d'AZ COLOR avec les quantités maximales disponibles sur site. Ce document ne présente pas les quantités des substances et mélanges dangereux détenues sur site au jour de l'inspection. Par courriel du 21 novembre 2023, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées la version à jour de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits listés dans le registre.  Sur le terrain : les produits chimiques sont placés sur rétention. Les fiches d'utilisation et les mentions de risque sont reprises pour chaque produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 9 : Prévention des accidents et des pollutions – plans de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement des zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. « Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement. « L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. »
<b>Constats :</b> Le plan général des ateliers et des stockages n'indique pas explicitement les différentes zones de danger correspondant aux risques incendie ou de défaillance électrique. L'exploitant ne dispose pas de plan de l'ensemble des cuves de l'installation avec leurs caractéristiques techniques et chimiques.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un plan de l'installation. Celui-ci ne présente pas les zones de danger et ne précise pas les caractéristiques techniques et chimiques des cuves.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 10 : Prévention des accidents et des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : « d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. » (applicable au 1er juillet 2024)
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé, cette obligation étant applicable au 1er juillet 2024.
<b>Observations :</b> L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'il a demandé un devis pour équiper l'installation d'un dispositif de détection automatique d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 11 : Prévention des accidents et des pollutions – Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> Par courriel du 21 novembre 2023, l'exploitant a transmis une copie du registre de sécurité mentionnant le contrôle des extincteurs par GSI le 15 novembre 2023. L'inspection des installations classées rappelle que ce contrôle doit être anticipé avant la date anniversaire du précédent contrôle pour respecter la fréquence de contrôle réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prévention des accidents et des pollutions – Canalisations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Canalisations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Absence de schéma des réseaux
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le schéma des réseaux de canalisation au sein de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 13 : Dispositif de prévention des accidents – Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. « III (à partir de juillet 2024). Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel. « Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le rapport Q18 conforme du 10/03/2023. Celui-ci précise qu'il n'y a pas eu de coupure totale lors du contrôle. Cette intervention est consignée dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Dispositif de prévention des accidents - Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2005, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distinctes de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport : le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente l'analyse du risque foudre du 15/05/2013, qui indique que le bâtiment ne nécessite pas de système de protection contre la foudre. Des modifications ayant eu lieu sur le site depuis 2013, une analyse du risque foudre actualisée pourra être réalisée par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
<b>Constats :</b> La consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs n'est pas affichée.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que les consignes définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement ne sont pas affichées à l'accueil de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 16 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;</li><li>- la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ;</li><li>- la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ;</li><li>- la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé.</li></ul> Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Absence de document consignait les vérifications à réaliser pour les opérations de conduite des installations.
<b>Observations :</b> L'exploitant précise que les consignes à respecter sont rappelées sur les équipements et le personnel suit une formation régulièrement sur l'utilisation des équipements et des produits. L'exploitant indique que ces consignes seront réunies dans un document.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 17 : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résultats des mesures de surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un rapport de contrôle conforme réalisé par Manumasure le 08/11/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bordereaux de suivis de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place. L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente un bordereau de suivi de déchets pour 12T de poudres de peinture du 17/05/23 (BSD-20230517-0J0CF2E0E) et un autre pour du concentrat et des eaux de rinçage du 30/10/2023 (BSD 20231012-K0Y2530D5 - déchet dangereux)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
<b>Constats :</b> Aucun écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les bordereaux de suivi de déchets classés de manière chronologique dans un classeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite